

Douze réacteurs sont à l'arrêt. **La forge du Creusot** est soupçonnée de leur avoir fourni des pièces douteuses. Greenpeace et six autres ONG ont porté plainte pour mise en danger de la vie d'autrui. Enquête

Un premier syndicaliste annule le rendez-vous au dernier moment, sans explication. Un salarié se confie, mais seulement par téléphone et sous couvert d'anonymat : « On était tellement fiers de travailler à la forge. Avec cette histoire, on est traités de bons à rien. » Cette « histoire », c'est l'un des plus gros scandales que le nucléaire français ait connus. La forge du Creusot est soupçonnée d'avoir fourni des cuves et des générateurs de vapeur de qualité douteuse à nos centrales atomiques. Douze réacteurs, sur cinquante-huit, ont dû être arrêtés ou le seront bientôt à cause de la découverte de ces anomalies. Cet hiver, pour la première fois depuis des décennies, la France risque des coupures de courant en cas de grand froid. Plus grave, fin octobre, l'Autorité de Sûreté nucléaire (ASN) a effectué un signalement auprès du procureur de la République, prélude probable à l'ouverture d'une enquête judiciaire. Greenpeace et six autres ONG ont déjà porté plainte, notamment pour « mise en danger délibérée de la vie d'autrui » et « usage de faux ». Comment EDF et Areva, nos champions du monde du nucléaire, en sont-ils arrivés là ?

2006 : DES TRAVAILLEURS AU NOIR À LA FORGE

Bâtie par la dynastie Schneider en 1876, aujourd'hui propriété du groupe Areva, la forge du Creusot a longtemps été le symbole de la prospérité de la cité bourguignonne. Tout est démesure dans cette usine. Le bâtiment central que les ouvriers nomment « la nef », un hangar gigantesque soutenu par des poutrelles d'acier ; le marteau-pilon, l'un des plus puissants au monde, qui peut aplatir des blocs d'acier de

la taille d'un camion. Les pièces fabriquées au Creusot sont essentielles à la sûreté de nos installations nucléaires. Les cuves renferment le dangereux minerai radioactif. Quant aux générateurs de vapeur, comme leur nom l'indique, ils produisent la vapeur envoyée à haute pression dans les turbines qui la transforment en électricité. L'ensemble compose le cœur du réacteur. La forge a été rachetée en 2003 pour une bouchée de pain par Michel-Yves Bolloré. Moins connu que son aîné, Vincent, le

propriétaire de Canal+ et d'iTélé, Michel-Yves partage avec lui un sens aigu des affaires. Il agrandit la forge en rachetant plusieurs ateliers voisins et met à leur tête des gens qui ne connaissent rien au nucléaire. Comme Jean-François Victor, qui a dirigé un des ateliers : « J'ai fréquenté Michel-Yves Bolloré à Paris, dans un cadre un peu particulier, celui de l'Opus Dei. J'avais surtout travaillé dans l'industrie pharmaceutique, mais, comme j'étais au chômage, j'ai accepté sa proposition. » Sous Bolloré, les dirigeants doivent se débrouiller sans argent dans les caisses.

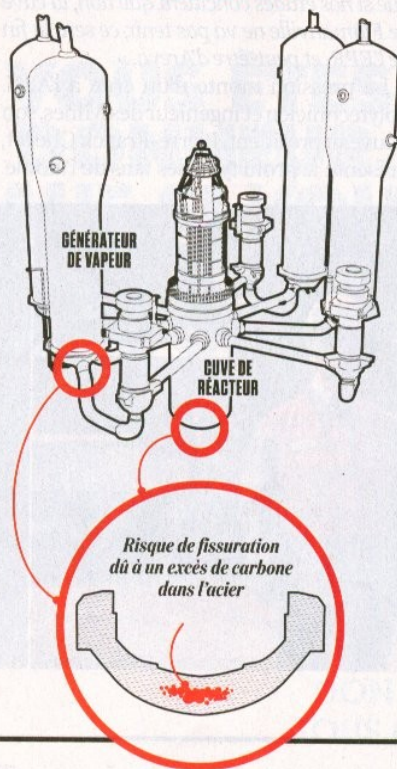
En 2006, André-Claude Lacoste, président de l'Autorité de Sûreté nucléaire, se rend au Creusot. Il en revient « absolument effondré ». Les procédures de fabrication ne sont pas aux normes du nucléaire. Il en avertit la présidente d'Areva, Anne Lauvergeon, et la presse de racheter son fournisseur. « Atomic Anne », comme on l'appelle alors, croit dur comme fer au renouveau du nucléaire et signe, sans barguigner, un chèque de 175 millions d'euros à Bolloré. Une fois dans les murs, Areva découvre « une usine en mauvais état, avec beaucoup de choses à redresser. Il n'y avait pas de bureaux, pas de chauffage, les toits fuyaient », se souvient un ancien cadre.

Selon nos informations, que la direction actuelle n'a pas voulu commenter, le groupe lance aussitôt un audit. Ses conclusions sont alarmantes. Des Roumains ont été employés au noir : ils venaient travailler la nuit. Leur équipement était si peu conforme aux normes de sécurité que les auditeurs ont trouvé des traces de semelles fondues au sol. Un dirigeant peu scrupuleux a favorisé des fournisseurs amis, gonflé ses notes de frais et émis de fausses factures. Il est licencié. Areva reçoit en même temps la plainte d'un client pétrolier à propos de deux produits qui ne sont pas conformes au cahier des charges. C'est dans ce contexte, plein d'incertitudes, que démarre la fabrication de la cuve de Flamanville, la fameuse centrale de troisième génération.

2014 : RISQUE DE RUPTURE DE LA CUVE DE FLAMANVILLE

L'EPR est un énorme défi technique. Le Creusot n'a jamais fabriqué de cuve de ➤

LES ANOMALIES AU CŒUR DU RÉACTEUR





Ci-contre,
à Flamanville,
le dôme
du réacteur
du futur EPR.

A gauche,
Pierre-Franck
Chevet,
le directeur
de l'Autorité
de Sûreté
nucléaire (ASN).

➔ cette taille. Et Areva n'a pas terminé toutes les analyses nécessaires pour obtenir le feu vert de l'Autorité de Sûreté nucléaire. « La situation est [...] préoccupante », l'avertit l'ASN dès avril 2007. Mais Areva fait la sourde oreille. Est-ce à cause du coût de ces tests, plusieurs centaines de milliers d'euros ? Ou parce que le groupe ne peut imaginer qu'il y ait un défaut sur la cuve ? Des tests, réalisés sur des copeaux de cuve, montrent pourtant, dès cette date, que l'acier présente des signes de faiblesse. Areva n'a pas tenu compte de cette première alarme. Ou y a-t-il eu volonté de la dissimuler ? En tout cas, début 2014, le groupe prend tout le monde de court et installe le précieux récipient au cœur du réacteur de Flamanville. « Areva en avait le droit, nous n'avons pas émis d'objection », reconnaît Julien Collet, directeur général adjoint de l'ASN. Un an plus tard, les résultats des études réclamées depuis maintenant... huit ans par l'Autorité de Sûreté tombent enfin :

le taux de carbone du couvercle et du fond de la cuve de Flamanville est deux fois supérieur à la normale. En cas de choc thermique – un chaud-froid accidentel –, ces pièces pourraient se fissurer. L'ingénieur Sylvie Cadet-Mercier, de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté nucléaire (IRSN), est prévenue par téléphone par l'ASN. « C'était une surprise totale. Je me souviens qu'une comparaison m'est venue à l'esprit : la cuve était comme une 2CV qu'on allait lancer à pleine vitesse sur une autoroute, l'EPR ! » Bras armé technique de l'ASN, l'IRSN met sur pied une équipe de trois experts pour vérifier la robustesse des pièces. « On a conscience, à ce moment-là, que si nos études concluent que non, la cuve de Flamanville ne va pas tenir, ce sera la fin de l'EPR, et peut-être d'Areva. »

La pression monte d'un cran à l'ASN. Polytechnicien et ingénieur des Mines, son nouveau président, Pierre-Franck Chevet, présente le profil type des fans de l'atome.

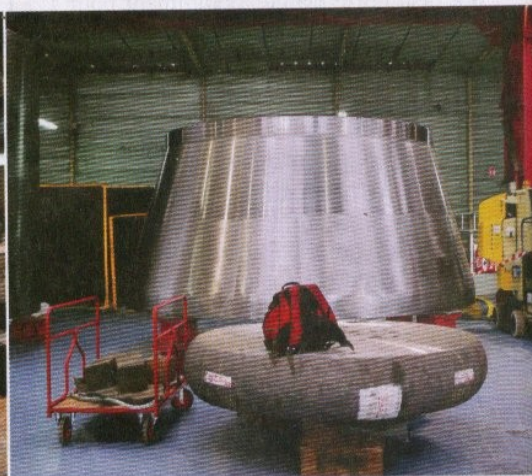
Depuis sa nomination en 2012, il a pourtant surpris par sa sévérité pointilleuse – sa raideur, disent certains – à l'égard des acteurs du nucléaire. A-t-il perdu confiance en EDF et Areva, lassé de leurs paroles rassurantes ? En avril 2015, il évoque publiquement « une anomalie sérieuse » à Flamanville. Coup de tonnerre : l'ASN remet en cause un chantier qui a déjà coûté plusieurs milliards d'euros ! Lettres de protestation, coups de fil, et même pétition des retraités d'EDF : le lobby pronucléaire se déchaîne. A tel point que Chevet doit se justifier dans un courrier publié le 4 août : « La cuve est un équipement essentiel du réacteur, dont la rupture doit pouvoir être exclue. [...] Il est donc légitime que l'ASN en informe le public. »

2016 : FALSIFICATIONS DANS LES DOSSIERS DE FABRICATION

En septembre 2015, l'IRSN rend un rapport sans appel : à Flamanville, « Areva n'a pas fait le choix de la meilleure technique ➔

David Emond,
directeur
de la société
Creusot Forge.

A droite,
les pièces forgées
de l'usine
du Creusot.



➔ possible [...] Le procédé de fabrication [...] ne procure pas la meilleure garantie de qualité. » En filigrane, l'IRSN estime que la sécurité n'est pas garantie à 100%. Dans le petit milieu du nucléaire, les langues se délient. « Cela se disait, dans l'entourage d'Henri Proglio, le patron d'EDF à l'époque, qu'il y avait un problème avec la cuve de Flamanville. Mais c'était un sujet tabou, on avait interdiction d'en parler », assure un ancien cadre d'EDF. « C'était impossible de discuter avec les gens d'Areva, de leur poser des questions. Ils nous accusaient aussitôt d'être anti-EPR », se souvient un autre. Les années de guerre entre Proglio et Lauvergeon, qui ont nourri la chronique du CAC 40, ont laissé des traces. La défiance est à son comble entre EDF et Areva.

A l'ASN, les experts sont inquiets. Des essais sur d'autres pièces que celle de Flamanville ont aussi fait apparaître des défaillances. « Notre sentiment est alors que la qualité se dégrade au Creusot », résume Julien Collet, de l'ASN, qui réclame à Areva de passer en revue toutes ses fabrications. Début 2016, une équipe d'auditeurs venus du siège d'Areva, à la Défense, déboule au Creusot. Dans un bureau, ils découvrent des boîtes de dossiers qui sont marqués de deux petits traits noirs sur le coin droit. « Nous avons demandé aux anciens de la forge ce que signifiaient ces deux traits noirs. Ils nous ont dit qu'ils appelaient ça les "dossiers barrés". C'était un code interne pour signaler ce qui ne devait pas être divulgué à l'extérieur », raconte l'actuel directeur de la société Creusot Forge, David Emond, un ingénieur qui se tient droit comme un « i », l'air fermé.

Les ouvriers sont incités à se confesser contre la promesse que personne ne sera sanctionné. « Certains responsables allaient un peu vite, pour gagner du temps. Par exemple, une pièce forgée doit prendre le temps de refroidir, puis on fait les prélèvements, puis on attend les retours de l'ASN... Des chefs passaient à l'étape suivante sans y être vraiment autorisés. Il y avait une tendance à pousser la cadence, oui, et je reconnais que ce n'est pas normal parce qu'on est parfois hors des clous », confie Jean-Luc Mercier, délégué CGT de Creusot Forge.

« Les dysfonctionnements concernent une vingtaine de personnes de la direction à l'époque de Bolloré, accuse un autre salarié. Leur but était d'écraser les concurrents pour gagner des parts de marché. Ils modifiaient les dossiers et, hop, on était les meilleurs du monde. » Le patron de la forge, David Emond, assure que personne, « à ce stade des investigations », ne semblait connaître cette pratique vieille de plusieurs décennies à l'extérieur du Creusot.

Il demande à ses équipes d'éplucher en urgence les 400 dossiers barrés extraits des archives. La plupart relatent des soucis véniels – une signature qui manque, une étape de forgeage omise – même si, dans un univers aussi sensible que le nucléaire,

a été livrée malgré tout, reconnaît David Emond, d'Areva. Mais nous avons écrit à l'ASN pour dire que la pièce peut tenir bon même si on a des impuretés dans le métal. On peut le démontrer. »

L'ASN n'est pas de cet avis. « Les conséquences pour la sûreté nucléaire sont potentiellement majeures », dit-elle. En mai, Areva doit admettre l'existence de « falsifications ». Le 2, le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, vient au Creusot en signe de soutien. Le lendemain, la ministre de l'Environnement, Ségolène Royal, se porte, elle aussi, au secours d'Areva avec une formule alambiquée : « Les pièces sont conformes, ce sont les documents qui ont été mal faits. » Dans les coulisses, les pronucléaires sont plus remontés que jamais. L'ASN ferait du zèle, la preuve : la France n'a jamais connu d'accident nucléaire, tout ça, c'est un problème de paperasserie mal tenue et de normes irréalistes. Les ONG environnementales s'inquiètent. Le mandat de Pierre-Franck Chevet, que l'on dit très éprouvé, expire en 2018. « Les pressions sont énormes à l'Elysée pour que celui qui lui succédera soit beaucoup plus "coulant" », craint Cyrille Cormier, de Greenpeace.

Au Creusot, une centaine d'auditeurs d'Areva sont en train d'éplucher toutes les archives (et pas seulement les dossiers barrés), sous la surveillance étroite de douze ingénieurs d'EDF. « Il faut s'attendre à une cascade de révélations dans les mois qui viennent... Ça va continuer », se désole un salarié bien informé. L'ASN a demandé à EDF de vérifier tous les générateurs de vapeur installés depuis une décennie. Chaque fois, il faut arrêter le réacteur. Or, un réacteur à l'arrêt, c'est un manque à gagner de 1 million d'euros par jour. EDF estime que tous ces arrêts lui ont déjà coûté 1 milliard d'euros. On ne sait rien, en revanche, du montant des éventuels dédommagements que les clients d'Areva – il y en a partout dans le monde – pourront lui réclamer. Quant à la cuve du prochain EPR, qui devrait être construite à Hinkley Point, en Angleterre, EDF a déjà prévenu : il la commandera à une forge japonaise. ■

asn GV n° 335 de Fessenheim 2

Extrait du dossier barré

CREUSOT FORGE		FICHE INCIDENT QUALITÉ QUALITY NOTIFICATION		N° d'affaires internes 88571001	Document FIQ 08 083	Rev. 1	Page 1/1
GROUPE Origine		Fournisseur		Client			
Matière 1.4 MOG		Identification / N° de coudée Z 5433		N° Code Client 8857 1001			
Détaction Date : 09/12/2008		Annexes		Désignation, pièce ou sous-ensemble VIROLE basse 335			
Date : 09/12/2008		D1 CARACTERISTIQUE DE L'ECART		Critères d'acceptation			
SANS FNC		D3 TRAITEMENT DE L'ECART / ACTIONS A ENTREPRENDRE		Diffusion			
Solutions / Actions à entreprendre		Poursuivre la fabrication		AQ OT / MOG CO SP CTRL PROD			

23 octobre 2015

« Poursuivre la fabrication », indique un « dossier barré » à propos d'une pièce pleine d'anomalies.

toute approximation est impardonnable. D'autres, plus graves, cachent des manipulations sur des tests de qualité. Un cas, enfin, entraîne l'arrêt immédiat d'une centrale : un grave défaut de fabrication sur le générateur de vapeur de Fessenheim. Une partie de la pièce contient trop d'impuretés, elle aurait dû être enlevée. « Poursuivre la production », est-il pourtant écrit dans le « dossier barré ». « Ce genre de pratiques est incompréhensible et inacceptable. Une pièce comme ça aurait dû être mise au rebut », commente, encore estomaqué, un ancien cadre d'EDF. « Il se dit que l'anomalie se voyait même à l'œil nu ! » ajoute-t-il. « Nous ne comprenons pas pourquoi la pièce